

En quelques Clics

Bulletin de veille du CGET

n° 209, 28 septembre 2017

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion territoriale

- **Cohésion des territoires : pour une nouvelle feuille de route.**

Assemblée des communautés de France (AdCF).
Intercommunalités, n°222, sept. 2017. pp. 12-22.

Au sommaire : interview du Premier ministre ; tribune de Pierre Veltz ; 6 défis identifiés par l'AdCF dans ses propositions remises au Gouvernement à la suite de la Conférence nationale des territoires ; les grands leviers nationaux de la cohésion territoriale.

Culture

- **La géographie du cinéma 2016. Etude.**

Centre national du cinéma et de l'image animée - Direction des études, des statistiques et de la prospective (CNC).

La géographie du cinéma, n° 337. Septembre 2017. 234 p. @

Cette étude examine par commune, par agglomération, par département et par région, l'évolution de l'équipement cinématographique, de la fréquentation des salles. Elle livre également les résultats des films par région et analyse les spécificités du public du cinéma en région. En complément : chiffres-clés, data visualisation et cartes numériques.

Développement économique

- **Etude économique de l'OCDE 2017 de la France [...] pour une croissance et un marché du travail plus inclusifs.**

OCDE. Septembre 2017. 163 p. @

L'OCDE révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour la France. Mais la croissance potentielle a diminué à cause de la faiblesse des gains de productivité. Selon l'OCDE, le renforcement de la croissance et la diminution du chômage passeront principalement par la réduction des dépenses publiques et des impôts, ainsi que des réformes du marché du travail.

- **Audition de M. Michel Yahiel, commissaire général de France Stratégie et de M. Fabrice Lenglard, commissaire général adjoint de France Stratégie, sur les perspectives à 10 ans de l'économie française.**

Assemblée nationale - Commission des affaires économiques. Publ. septembre 2017. 3 p. @

Développement territorial

- **Un nouvel élan pour le programme des interventions territoriales de l'État (PITE). Rapport d'information.**

B. Delcroix.

Les inégalités de revenus

Fiche d'analyse de l'Observatoire des territoires



CGET – Coll. En détail.
Septembre 2017 - 28 p.

@

Sénat - Commission des finances. Rapport n° 604. Septembre 2017. 60 p. @

L'auteur propose de conserver le PITE tout en le réservant à des enjeux territoriaux particuliers nécessitant, à un moment donné, l'intervention de l'État. Afin de limiter dans le temps les actions financées par le programme, il préconise également de réaliser systématiquement des évaluations à échéance régulière.

Emploi - Insertion

- **Emplois aidés : menace sur les services non marchands.**

M. Hély.

Métropolitiques. Septembre 2017. 5 p. @

Résumé de l'auteur : « Les coupes budgétaires dans les contrats aidés suscitent des inquiétudes. Accentuant la pression sur les collectivités locales et fragilisant un secteur, l'économie sociale et solidaire, qui assume un nombre croissant de services sociaux et de santé, elle met en péril les services publics et la solidarité sociale qui repose sur eux ».

Finances locales

- **Projet de loi de finances 2018. Les grands axes du pacte de confiance Etat-collectivités territoriales.**

Ministère de l'Intérieur. 22 septembre 2017. 8 p. @

Lors de la rencontre avec les représentants des collectivités territoriales, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, et le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, ont présenté les grands axes du Pacte de confiance Etat – collectivités proposé pour la mandature. Revue de détail dans ce dossier de presse des concours financiers de l'Etat aux collectivités.

Gouvernance

- **Délégation de compétences et conférence territoriale d'action publique, de nouveaux outils au service de la coopération territoriale.**

B. Acar ; P. Reix.

Inspection générale de l'administration (IGA).

IGA Rapport N°16119-R. Publ. septembre 2017. 93 p. @

Les lois du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MATPAM) et du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ont renforcé le régime de délégations de compétences et mise en place des Conférences territoriales de l'action publique (CTAP). Il a été demandé à l'IGA d'apprécier la contribution de ces nouveaux dispositifs à la clarification et rationalisation de l'action publique locale ainsi qu'à l'adaptation aux besoins des territoires.

Habitat - Logement

- **Impact des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sur les dynamiques territoriales.**

Observatoire de l'habitat.

Caisse des Dépôts ; USH ; Ville de France. Septembre 2017. 20 p. @

Au sommaire : les éléments de cadrage et principaux enseignements ; caractéristiques des villes selon la part d'habitants en QPV ; éléments socio-démographiques ; l'offre résidentielle et son évolution.

- **Les dépenses fiscales en faveur du logement social. Référé.**

Cour des comptes. Publ. Sept. 2017. 4 p. @

[Ministères destinataires : Cohésion des territoires & Action et comptes publics]

La Cour a mené une enquête sur quatre dépenses fiscales en faveur du logement social, représentant une dépense fiscale totale évaluée à 3,7 Md€ en 2015. L'exonération de l'impôt sur les sociétés et de la taxe foncière sur les propriétés bâties apparaît mal ciblée et l'application du taux réduit de TVA mériterait d'être simplifiée. La Cour recommande en conséquence de supprimer l'exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur du secteur du logement social et de remplacer le régime d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur du secteur immobilier social par des subventions ciblées.

- **Pour une meilleure adaptation des politiques du logement aux territoires détendus. Préconisations.**

Fédération des offices publics de l'habitat (OPH). Septembre 2017. 28 p. @

Au sommaire : la démarche et les recommandations de la Fédération OPH : répartition des aides à la pierre entre territoires et leur destination ; adaptation des modes d'intervention de l'Anru ; intervention des OPH en centres anciens.

- **Observatoire des Epl immobilières. Rapport 2017.**

Observatoire des Epl immob. Septembre 2017. 68 p. @

L'Observatoire des Entreprises publiques locales (EPL) immobilières présente l'activité et les résultats financiers des 184 Epl immobilières possédant ou gérant un parc de logements locatifs au titre de l'exercice 2015. Avec 17 788 logements mis en chantier en 2015 et 553 447 logements gérés, les Epl immobilières confirment leur rôle d'acteur important du logement, en particulier social.

- **Présentation de la stratégie logement du Gouvernement.**

Ministère de la Cohésion des territoires. Septembre 2017. 42 p. @

Indicateurs

- **Eurostat regional yearbook. Edition 2017.**

Eurostat. Septembre 2017. 276 p. [en anglais]. @

Dans cette nouvelle édition, les indicateurs régionaux sont déclinés en 12 thèmes : politiques régionales et priorités de la Commission européenne, population, santé, éducation et formation, marché du travail, économie, statistiques structurelles sur les entreprises, recherche et innovation, économie et société numériques, tourisme, transports et agriculture. En outre, deux chapitres thématiques sont nouvellement inclus : l'un portant sur les tendances des villes européennes et l'autre mettant l'accent sur zones rurales.

Investissements

- **Le grand plan d'investissement 2018-2022. Rapport au Premier ministre.**

J. Pisani-Ferry.

La Documentation française. Septembre 2017. 68 p. @

M. Jean Pisani-Ferry a été chargé par le Premier ministre, d'une mission sur la préfiguration et les conditions de mise en place du plan d'investissement 2018-2022. D'un montant de 57 milliards d'euros, celui-ci poursuit quatre finalités : accélérer la transition

écologique (20 milliards d'euros) ; édifier une société de compétences (15 milliards d'euros) ; ancrer la compétitivité sur l'innovation (13 milliards d'euros) ; construire l'Etat de l'âge numérique (9 milliards d'euros).

Jeunesse

- **Inégalités d'accès à la propriété et de richesse immobilière au sein des jeunes en France 1973-2013.**

C. Bonnet, B. Garbinti, S. Grobon.

Institut national d'études démographiques (Ined). *Document de travail*, n° 234. 34 p. @

Les auteurs mettent en évidence dans cet article l'accroissement des inégalités d'accès à la propriété et de richesse immobilière acquise entre les plus modestes et les plus aisés, parmi l'ensemble des jeunes ménages (25 à 44 ans), au cours des quarante dernières années. Si 34 % des jeunes ménages modestes étaient propriétaires en 1973, ils ne sont plus que 16 % en 2013. Au-delà des facteurs macroéconomiques (prix de l'immobilier et accès au crédit), une décomposition des évolutions à l'aide de la méthode Oaxaca-Blinder met en évidence le rôle des évolutions des structures familiales (proportion croissante de familles monoparentales et diminution de la part des couples avec enfants parmi les plus modestes) et de la forte diminution de la petite propriété rurale.

Laïcité

- **Avis sur le suivi par les administrations et les collectivités locales des problématiques qui ont trait à la laïcité et au respect des valeurs de la République, de l'ordre public et des exigences minimales de la vie en société.**

Observatoire de la laïcité. Septembre 2017. 3 p. @

Métropoles

- **Etre métropole dans un monde incertain.**

Ministère de la Transition écologique et solidaire ; Ministère de la Cohésion des territoires ; Ministère de la Culture ; Puca.

Cité de l'architecture et du patrimoine. Septembre 2017. @

La mise en œuvre de l'accord de Paris (COP 21) interroge à l'échelle mondiale les politiques, les techniciens, les chercheurs et les citoyens. Les problèmes nouveaux posés par l'urgence de la transition énergétique ajoutent de fortes incertitudes à celles qui résultaient de la mondialisation et des mutations urbaines technologiques et sociales. Dans ce contexte, quels sont les grands défis pour les gouvernements métropolitains de demain ? Répondre à cette question impose la coopération entre ceux qui agissent et ceux qui produisent la connaissance.

- **Le Grand Paris, une métropole au rabais ?**

Philippe Subra - Institut français de géopolitique (IFG).

Diploweb. Août 2017. 59 mn. En ligne. @

Comment analyser la création en 2016 de la Métropole du Grand Paris ? La nouvelle instance de gouvernance de l'agglomération parisienne est-elle à la hauteur des enjeux auxquels est confrontée cette ville mondiale : perte d'attractivité, embolie du système de transports, pollution, manque massif de logements, crise urbaine et sociale ? Philippe Subra, professeur des universités, enseignant à l'Institut français de géopolitique, présente dans son intervention (en vidéo) une réflexion éclairante sur ce sujet.

- **Les enjeux géopolitiques des métropoles européennes.**

David Simonet.

Diploweb. Août 2017. 56 mn. En ligne. @

Le Brexit a-t-il modifié la coopération et la concurrence entre les métropoles européennes pour la domination politique, économique ou culturelle en Europe et leur attractivité au niveau mondial ?

Mobilité - transport

• Les transports en 2016 (tome 1) : 54e rapport de la Commission des comptes des transports de la Nation.

Ministère de la Transition écologique et solidaire. Septembre 2017. 196 p. @

Ce rapport dresse un panorama des transports en 2016 : bilan de la mobilité des marchandises et des voyageurs, de la circulation routière, de plusieurs externalités (accidentalité et impacts environnementaux). Il présente aussi les évolutions du secteur économique du transport. Il récapitule les investissements en infrastructures de transport ainsi que l'ensemble des contributions publiques (Etat, Agence de financement des infrastructures de transport de France, collectivités territoriales).

• Rapport annuel 2016 de l'Autorité de la qualité de service des transports.

Ministère de la Transition écologique et solidaire - CGEDD. Septembre 2017. 52 p. @

Le rapport annuel de l'année 2016 présente l'analyse de la qualité de service du transport public et régulier de voyageurs sur les plus importantes lignes aériennes, les lignes ferroviaires longue distance, les TER ferroviaires, les lignes Transilien et RER.

Numérique

• Médiation numérique : mutations des pratiques, transformation des métiers.

E. Porte (coord. par).

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep). *Cahiers de l'action : jeunesses, pratiques et territoires* n°48. 96 p.

Ce recueil appréhende le phénomène de médiation numérique sous l'angle de la transformation des métiers de l'animation, de la médiation et de l'éducation populaire. Comment le numérique bouscule-t-il les pratiques professionnelles des acteurs ? Comment cela interroge-t-il les territoires d'intervention et les réseaux d'acteurs ?

• La confiance dans la vie publique, avec et pour les citoyen-ne-s d'une société numérique. Avis du Conseil national du numérique (CNNum).

Conseil national du numérique. Été 2017. 20 p. @

À l'occasion de l'examen par le Parlement des projets de loi rétablissant la confiance dans l'action publique, le Conseil national du numérique publie un avis présentant sa vision de la confiance dans une démocratie numérique, ainsi que ses recommandations. Trois axes sont préconisés : "Une transparence au service de l'engagement des citoyen-ne-s", "Faciliter et améliorer le travail des élu-e-s", "Une plus grande ouverture aux contributions citoyennes".

Politique de la ville

40 ans de politique de la ville : des pratiques aux idées.

Colin Giraud.

Métropolitiques. Septembre 2017. 5 p. @

Eléments introductifs de l'article : la « politique de la ville » est l'expression consacrée pour désigner une batterie de mesures déployées par l'État dans les quartiers pauvres. Colin Giraud revient sur les différents sens de ces mots à l'occasion de la publication d'un ouvrage rétrospectif mêlant des perspectives scientifiques et opérationnelles.

Santé

• Les urgences hospitalières, miroir des dysfonctionnements de notre système de santé.

L. Cohen ; C. Génisson ; R-P. Savary.

Sénat - Commission des affaires sociales. Rapport n° 685. 07/2016. 109 p. @

Parmi les sujets abordés : le mouvement d'augmentation continue de la fréquentation des urgences masque de forte disparités selon les territoires et les établissements ; la question de l'accessibilité à l'aide médicale urgente reste posée en zones rurales ; fluidifier l'accueil des soins non programmés par les praticiens de ville, ...

Sécurité - Prévention

• Quel futur pour les politiques de sécurité locale ?

Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU). Publ. Septembre 2017. 18 p. @

Le Forum français pour la sécurité urbaine publie un rapport présentant ses préconisations en matière de sécurité locale. Il plaide notamment pour un renforcement de la proximité. Cette dernière passe par une augmentation des effectifs - "de manière à maintenir le ratio forces de sécurité-population en fonction de l'évolution démographique" -, et par de nouveaux outils destinés à rapprocher la police de la population.

Transfrontalier

• Le marché du colis transfrontalier au départ de France pour les besoins du e-commerce.

DGE - Arcep. Septembre 2017. 122 p. Coll. *Etudes économiques*. @

L'e-commerce en France est caractérisé par une majorité de petits sites : 95 % génèrent moins de un million d'euros de chiffre d'affaires annuel. Le marché européen du e-commerce et les échanges transfrontières apparaissent comme un relais de croissance essentiel. Pourtant, les e-commerçants français semblent à ce stade, moins actifs que leurs homologues européens et se concentrent surtout sur les pays frontaliers.

Union européenne

• Règlement UE 2017 du Parlement européen et du Conseil instituant le Fonds européen pour le développement durable (FEDD), la garantie FEDD et le fonds de garantie FEDD.

Conseil de l'UE. Septembre 2017. 50 p. @

Le 25 septembre, le Conseil a adopté un règlement portant création du Fonds européen pour le développement durable (FEDD). Le principal objectif de ce plan est de contribuer à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en dynamisant l'emploi et la croissance, tout en s'attaquant aux causes profondes de la migration.

Urbain

• La France rêvée des promoteurs.

A Schafran ; G. Aiello ; T. Enright.

Métropolitique. Septembre 2017. 7 p. @

Alors que les projets de redéveloppement urbain transforment de nombreux quartiers, notamment au sein du Grand Paris, il est impossible d'ignorer le lien entre ces investissements et la longue histoire de ce territoire. Cet article s'attache à déconstruire les rendus architecturaux incarnant le futur de cette banlieue rénovée, et s'interroge sur les discordances entre ce futur imaginé et la diversité de la société française.

• Le front urbain : un projet pour maîtriser la consommation d'espace.

P.-M. Tricaud, M.-L. Yehia - IAU-IDF.

Note rapide Territoires, n° 756. 6 p. @

L'interface ville-nature s'impose depuis plusieurs décennies comme un enjeu du développement urbain et de la protection des paysages et milieux naturels. Les fronts urbains jouent un rôle important dans la maîtrise de l'étalement urbain. Bien aménagés, ils ne représentent pas seulement des lignes d'arrêt de

l'urbanisation, mais aussi des espaces de projet où dialoguent la ville et la campagne.

- **Enjeux socio-urbains du noctambulisme. Les cas de Paris et Madrid au début du XXI^e siècle.**

F. Guerin.

Architecture, aménagement de l'espace. Université Paris-Est, Lab'urba. 2017. @

Le noctambulisme est un phénomène émergeant dans les villes métropolitaines dynamiques, telles que Paris et Madrid. Sortir en ville la nuit est une pratique démocratisée parmi les jeunes urbains, s'extériorisant des lieux marchands. Les représentations sociales font référence tant à une problématique de santé publique, qu'à une problématique morale du bien « vivre ensemble ».

Outils et ressources

- **Portail RN>CRPV** @

Le réseau national des centres de ressources de la politique de la ville vient de lancer son portail, proposant aux internautes un accès direct à des publications récentes (du CR-DSU, de Profession banlieue, de Résos-Villes,...), un agenda des séminaires, une rubrique d'actualités mais également des liens vers la plateforme de veille *Scoop.it Ville* et la base de ressources mutualisées *Cosoter*.

- **Bouquet d'expériences relatives à la revitalisation des centres-bourgs et centres-villes.**

Groupe Caisse des Dépôts. Mise à jour septembre 2017. En ligne. @

La désertification des centres-villes n'est pas une fatalité. Des territoires trouvent des solutions pour réduire la vacance des commerces et des logements, et pour résorber l'habitat insalubre. Du diagnostic à la stratégie globale, de l'appui sur les ressources locales et les initiatives publiques ou privées, les expériences présentent des solutions : action sur le logement, le commerce, les espaces publics, manager de centre-ville, boutiques test, boutiques éphémères.... Point sur des expériences de revitalisation recueillies par *Territoires Conseils* auprès d'élus et de techniciens de collectivités et d'intercommunalités

Actualité législative et réglementaire

- Circulaire 1BPB-17-3469 du 11 septembre 2017 relative au projet de loi de finances pour 2018 : élaboration des projets annuels de performance et intégration du grand plan d'investissement. @

- Avenant n° 1 du 15 septembre 2017 à la convention du 12 décembre 2014 entre l'Etat et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain »). @

- Proposition de loi [Sénat] du 15 septembre 2017 "Réhabiliter la police de proximité" - Texte n° 71. 12 p. @

- Proposition de loi [Sénat] du 7 septembre 2017 portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux - Texte n° 713. 6 p. @